

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 03/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace
BP 1

88170 Gironcourt-Sur-Vraine

Références : S-26-575RP

Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une verrerie de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1 055 tonnes de verre par jour. Le contrôle a porté sur les arrêtés de mise en demeure non levés et la maîtrise des rejets atmosphériques. Le référentiel réglementaire était donc constitué :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2020 ;
- des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 02 juillet 2021, du 15 janvier 2024, du 01 octobre 2024 et du 19 août 2025 ;
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2025 ;
- de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant fait face à un marché économique européen en forte baisse. De nombreux sites sont fermés afin de recentrer la production sur des établissements comme OI de Gironcourt sur Vraine. L'exploitant a adapté donc ses process pour rapatrier les différents produits, notamment en réalisant des verres blancs, des verres ambrés et des verres verts.

Cette modification a nécessité la révision des homologations et des connaissances des rejets atmosphériques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Levée de Mise en Demeure	AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Respect Valeur limite d'émission	AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Fiabilité des mesures	AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi préventif des unités de traitement	AP Complémentaire du 19/08/2025, article 3	Sans objet
5	Programme de surveillance des émissions	AP Complémentaire du 19/08/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le travail conséquent entrepris par l'exploitant pour développer sa connaissance de la nouvelle technologie utilisée (four à oxygène), encore très marginale en France, et son impact sur les rejets atmosphériques, depuis 6 mois. L'exploitant a présenté les résultats des émissions atmosphériques, qui ne sont plus en adéquation avec l'arrêté préfectoral du 11 février 2020. Il a également mentionné les conséquences et actions possibles pour adapter le cadre réglementaire à cette nouvelle technologie.

Compte tenu de ces éléments, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat.

Il appartient cependant à l'exploitant de solliciter des prescriptions alternatives reposant sur des démonstrations et justifications argumentées en accord avec le fonctionnement de son installation.

Par ailleurs, l'examen de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 19 août 2025 a permis de vérifier sa mise en œuvre par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de Mise en Demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Levée de Mise en Demeure
Prescription contrôlée : Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges : [...] sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : [...] indication écrite chaque jour des flux horaires moyennés par polluant faisant l'objet d'un suivi continu et pour chaque four (conduits 3, 4, 5) sur les documents de suivis des mesure continue ; [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 19 mars 2026 le suivi des mesures continues des 3 fours du mois de janvier et février 2026. Seules les données du four 4 comportent des flux horaires moyennés pour chaque polluant et chaque jour. Ces flux sont déterminés par des débitmètres, installés sur les 3 conduits depuis août 2025, qui doivent être étalonnés, fiabilisés et optimisés afin d'avoir la cohérence des données. Toutefois, pour les fours 3 et 5, le développement d'automates de suivi des mesures n'est pas finalisé. Ce travail doit être réalisé par un prestataire, dont l'intervention n'est pas définie le jour de l'inspection. L'exploitant explique que depuis un an, ses process ont été revus par rapport au marché du verre avec des modifications conséquentes sur le produit sortant du site. En effet, des changements de teinte, de bouteille ont demandé un travail conséquent pour l'homologation des chaînes. Par ailleurs, l'exploitant a été confronté à la difficulté de fiabilisation des mesures de débits due à la présence importante d'humidité dans les fumées. L'exploitant a exposé à l'inspection les disparités des résultats impactés par le diamètre des conduits et l'humidité des fumées. Il propose de définir les flux horaires pour un débit théorique calculé à partir des composants du gaz de combustion et des matières premières. Ce calcul permettrait d'assurer la définition des débits pour chaque conduit avant un traitement commun. Une explication détaillée a été présentée lors de la visite et sera transmise par écrit à l'inspection. Cette évaluation du débit d'émission en lieu et place d'une mesure est possible en application de l'article 72 de l'arrêté ministériel (AM) de 12 mars 2003, mais non prévue par les dispositions de l'arrêté préfectoral actuel. Lors de la visite dans la salle de contrôle, il a été contrôlé la présence de débitmètres et leurs données qui affichent : <ul style="list-style-type: none">• Four 3 : débit de 17 920 m3/h en moyenne ;

- Four 4 : débit de 20 393 m³/h en moyenne ;
- Four 5 : débit de 23 189 m³/h en moyenne.

Compte tenu des démarches déjà engagées, des travaux réalisés, notamment l'inspection des débitmètres, mais également des difficultés techniques non anticipées, le service de l'inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le contrôle en continu des débits peut faire l'objet d'une adaptation dans les conditions prévues par l'AM précité, il appartient cependant à l'exploitant d'en faire la demande avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment l'argumentaire sur les difficultés de mesure liées à l'humidité et les précisions relative à la détermination des débits si cette option est retenue.

L'exploitant doit par ailleurs finaliser le fonctionnement des débitmètres des fours 3 et 5 dans un délai de 3 mois.

Il doit également transmettre les suivis de mesures continues des 3 fours comprenant les flux horaires dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Respect Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect Valeur limite d'émission

Prescription contrôlée :

Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges :

[...]

sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

respect des valeurs limites d'émissions en concentrations et flux pour les paramètres suivants :

Paramètre	Concentration en mg/Nm3	Concentration en mg/Nm3	Flux en kg/h :	Flux en kg/h :
Paramètre	Four 3 Four 4	Four 5	Four 3 Four 4	Four 5
Poussières	20	20	1	0,4
SO ₂	500	500	25	10
NOx	800*V3+600+V4/ (V3+V4)	600	40	12
HCl	10	10	0,5	0,2

Constats :

Pour le four 5, les mesures continues de février 2026 montrent des conformités aux valeurs limites d'émissions en concentration et en flux horaire moyenné.

Le rapport de contrôle du 05 février 2026 montre une conformité pour les polluants de Nox, Sox et poussières en concentration.

Les résultats de Hcl présentent un dépassement pour l'essai 3, ce qui conclut à une concentration moyenne sur les trois mesures de 14.66 mg/Nm3.

Pour les conduits 3 et 4, regroupant les fumées issues des fours 3 et 4, la mise en place d'une nouvelle technologie utilisant un air de combustion enrichie à l'oxygène sur le four 4 rend difficile le respect de la prescription.

En effet, l'exploitant explique à l'inspection que cette technologie innovante ne permet pas de respecter les valeurs limites d'émissions en concentration mais diminue de façon importante le flux dû à l'absence d'apport d'air dans le process. L'exploitant justifie de cette avancée de connaissance sur les rejets atmosphériques par de nombreuses études réalisées depuis 6 mois. Il mentionne l'utilisation de cette technologie émergente en France qui ne permet pas de respecter son arrêté préfectoral.

Il invoque l'article 29 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 pour demander la remise à jour des VLE en concentration :

« Lorsqu'un four produit différents types de verre, l'arrêté d'autorisation peut définir plusieurs flux spécifiques pour un polluant donné. Toutefois, pour les fours à oxygène (y compris les fours à oxycombustion partielle) et les fours électriques, seules des valeurs limites en flux et en flux spécifique sont fixées à partir des dispositions du présent arrêté dans l'arrêté d'autorisation pour les effluents gazeux. L'arrêté d'autorisation peut néanmoins dans ce cas mentionner des valeurs limites de débit et de concentration évaluées sur d'autres bases. »

Compte tenu de ces éléments, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat. Il appartient cependant à l'exploitant de solliciter des prescriptions alternatives reposant sur une proposition de valeurs de flux en accord avec le fonctionnement de son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la justification de l'essai 3 du rapport de contrôle pour le Hcl pour le four 5 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Fiabilité des mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilité des mesures
Prescription contrôlée : Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges : [...] sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : [...] justification des mesures fiables, répétables et reproductibles par les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence ; la comparaison entre les résultats de mesure continue avec l'incertitude et ceux de la mesure réglementaire permettant d'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées.
Constats : L'exploitant a passé la commande au bureau d'étude le 16 janvier 2025 pour la réalisation d'un QAL 2. Le prestataire est intervenu en juillet et octobre 2025. L'exploitant a reçu le rapport du bureau de contrôle le 30 mars 2026 pour les fours 4 et 5 qui conclut à une non conformité pour les polluants Sox, poussières et Nox concernant les critères de variabilité. Dans le rapport, il est demandé de renouveler l'opération en transmettant des mesures continues avec un pas de temps plus faible, ce qui, d'après l'exploitant semble impossible à mettre en œuvre. Pour le four 3, il n'y a pas de documents. L'inspection indique que la prescription demande des mesures fiables, répétables et reproductibles ce qui peut, pour la profession, être comparé à une approche similaire au QAL 2. Etant donné le retour tardif du rapport de contrôle, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre dans un délai de 3 mois la justification des mesures fiables, répétables et reproductibles pour les trois fours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi préventif des unités de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi préventif des unités de traitement
Prescription contrôlée : Dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un suivi préventif pour les unités de traitements, qui comportera pour chaque équipement (injection de chaux, électrofiltre...) : <ul style="list-style-type: none">• les pièces à vérifier ;• les dates planifiées ;• le suivi par les équipes ;• les actions à mettre en œuvre avec les délais explicités. L'exploitant établit chaque année un bilan de ce suivi, en tire le retour d'expérience et, le cas échéant, le complète. L'exploitant tient ces éléments à la disposition de l'inspection.
Constats : L'exploitant a présenté son tableau de suivi à l'inspection détaillant pour chaque traitement les pièces à changer, les dates planifiées d'intervention et les actions à mettre en œuvre. Ce document mentionne des dates d'intervention obsolètes, ne correspondant pas à la réalité du terrain. En effet le corps du filtre pour l'électrofiltre du four 5 devait, selon les données constructeurs, doit être changé le 20 avril 2024. Cette date ne prenait pas en compte l'arrêt du four, ce qui amène un changement pour septembre ou octobre 2026. Ce document doit correspondre à la réalité du process et doit être mis à jour régulièrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme de surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un plan de gestion de situations particulières (arrêts imprévisibles des fours, dysfonctionnements des unités de traitements, incidents, accidents, maintenances...), permettant de prévoir d'éventuels désagréments et de prévenir les nuisances associées. Il comporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• la localisation du dysfonctionnement (fours, unité de traitements, opération d'entretien...) et/ou l'identification des équipements critiques ;• les défaillances identifiées ;• les causes possibles associées ;• les conséquences sanitaires et environnementales ;• les moyens de détections. <p>Ce plan est en adéquation avec le registre d'incidence, déjà existant.</p> <p>L'exploitant établit chaque année un bilan de ces périodes, en tire le retour d'expérience et, le cas échéant, complète son plan de gestion. L'exploitant tient ces éléments à la disposition de l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 08 avril 2026 une procédure de gestion de situations particulières pour les équipements techniques y compris les fours. Ce document identifie les phases critiques des équipements en précisant les défaillances, les causes possibles, les conséquences sanitaires, les moyens de détection et les actions à mettre en œuvre. Ce plan est conforme à la prescription de l'APC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite